

Tripoli, Libye, 21 septembre (Infosplusgabon) - Le gouvernement italien a exprimé la poursuite de son soutien au président du Conseil présidentiel du Gouvernement libyen d'union nationale, Fayez al-Sarraj, assurant encourager l'option d'une approche de la participation inclusive, en considérant que "Berga (Cyrénaïque) reste un interlocuteur dans la recherche d'une solution politique".

"Nous ne pouvons que considérer les autorités de la Cyrénaïque comme des interlocuteurs dans la recherche d'une solution politique à la crise dans le pays", ont déclaré des sources du gouvernement italien citées samedi par des journaux libyens, en allusion au chef de l'Armée nationale libyenne, le maréchal Khalifa Haftar.

Mercredi, lors d'un entretien à Rome avec le Premier ministre italien, Giuseppe Conte, le président du Conseil présidentiel libyen, Fayez al-Sarraj, avait déclaré que "l'agresseur n'était plus un partenaire de la solution politique" en Libye, évoquant le commandant des forces de l'Armée nationale libyenne, le maréchal Khalifa Haftar, qui a lancé, le 4 avril dernier, une offensive militaire pour prendre le contrôle de Tripoli, siège du Gouvernement d'union nationale.

Les mêmes sources ont souligné que l'Italie encourageait "une approche globale avec toutes les composantes de la Libye et de la communauté internationale et soutient fermement le gouvernement de l'Accord national en tant que gouvernement légitime et reconnu par la communauté internationale".

L'Italie figure parmi les pays intéressés par dossier libyen et participe activement aux préparatifs de la Conférence internationale sur la Libye, prévue en automne prochain en Allemagne.

Mercredi dernier, outre la visite du président du Conseil présidentiel, Favez al-Sarraj, en Italie, Rome a accueilli, les présidents français, Emmanuel Macron, et allemand, Frank-Walter Steinmeier.

Cette conférence internationale vise essentiellement à arrêter le flux des armes qui se déversent sur la Libye, en contrôlant davantage l'embargo sur les armes imposé par le Conseil de sécurité, à décréter un cessez-le feu permanent, de manière à permettre la conclusion d'un accord libyo-libyen et à assurer un engagement de la communauté internationale à assurer le suivi de l'éventuel accord, en veillant à sa mise en œuvre.

Le Premier ministre italien, Giuseppe Conte, a exhorté, par ailleurs, Favez Al-Sarraj, à coopérer avec les agences des Nations Unies impliquées dans la migration en Libye.

Pays à la fois de transit et de destination de la migration, la Libye est confrontée à une recrudescence du phénomène de l'immigration clandestine, accentuée par les affrontements armés qui se déroulent actuellement près de Tripoli.

La multiplication des naufrages de bateaux de migrants clandestins, au cours desquels des centaines de personnes ont péri, a posé avec acuité la problématique de la migration en Libye.

Les autorités aidées par les organisations des Nations unies ont entrepris de mettre en place une nouvelle gestion du phénomène, en optant pour la fermeture des centres d'hébergement pour migrants clandestins qui en accueillent plus de 5.000 et où les conditions de vie se sont détériorées.

Au niveau politique, l'Italie, à l'instar des autres pays impliqués dans les affaires libyennes, a estimé qu'il ne peut y avoir de solution militaire à la crise libyenne et que cette solution politique est la seule solution véritable et durable.

On rappelle que sur le plan militaire, les affrontements à la périphérie de Tripoli se sont intensifiés ces derniers jours avec, notamment, la reprise des combats, vendredi, à Khellet al-Foujane, au sud de la capitale, entre les forces de l'Armée nationale libyenne et les troupes de l'Armée loyale au Gouvernement d'union nationale.

FIN/INFOSPLUSGABON/NLK/GABON2019

© Copyright Infosplusgabon